Austriaca

Cahiers universitaires d'information sur l'Autriche

87 | 2018

***Finis Austriae* : la chute de l'aigle bicéphale**

Une perspective hongroise sur la fin de l'empire des Habsbourg

Das Ende des Habsburgerreiches aus ungarischer Perspektive

A Hungarian Perspective on the Demise of the Habsburg Empire

Catherine Horel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/austriaca/403>

DOI : 10.4000/austriaca.403

ISSN : 2729-0603

Éditeur

Presses universitaires de Rouen et du Havre

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2018

Pagination : 175-194

ISBN : 979-10-240-1354-1

ISSN : 0396-4590

Référence électronique

Catherine Horel, « Une perspective hongroise sur la fin de l'empire des Habsbourg », *Austriaca* [En ligne], 87 | 2018, mis en ligne le 01 mars 2020, consulté le 31 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/austriaca/403> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/austriaca.403>

Catherine HOREL

CNRS, UMR Sorbonne. Identités, relations internationales
et civilisations de l'Europe (SIRICE)

Une perspective hongroise sur la fin de l'empire des Habsbourg

Dans l'appréciation du Compromis austro-hongrois, la Hongrie est souvent représentée – par les analystes autrichiens ainsi que par l'historiographie germanophone de l'entre-deux-guerres plus généralement – comme ayant été non seulement le principal bénéficiaire, mais aussi le fossoyeur de la Monarchie habsbourgeoise. Or il peut sembler paradoxal que les gouvernements hongrois aient miné de l'intérieur un système qui leur permettait de régner sans partage sur la Transleithanie. Le paradoxe de 1918 réside effectivement dans l'accession à l'indépendance tant désirée par une fraction de la classe politique hongroise soutenue par une part importante de l'opinion, et le démantèlement consécutif du royaume de Hongrie. La fin de la Double Monarchie se traduit donc pour la Hongrie par l'acquisition d'une souveraineté amputée, dont la douleur est aggravée par le syndrome de la défaite.

La « légende noire » fait de la Hongrie un allié par défaut, associée à l'Autriche dans un mariage de raison qu'elle n'aurait eu de cesse de rompre pour reprendre sa liberté. Si l'on suit ce raisonnement, on aboutit rapidement à l'accusation de déloyauté formulée contre la Hongrie, dont on trouve de nombreux exemples durant la guerre, à commencer par celui d'égoïsme national (*sacro egoismo*) qui lui ferait poursuivre des buts de guerre distincts de ceux de l'Autriche et surtout garder sa production agricole au profit de sa seule population au détriment de l'ensemble de l'Empire. Au portrait à charge dessiné contre la Hongrie s'ajoute la responsabilité de François-Joseph, vu par certains comme otage des Hongrois¹, hanté par le spectre de leur rébellion – de 1848 et des épisodes précédents – et prêt à tout céder pour éviter le séparatisme.

En Autriche, les explications données pendant l'entre-deux-guerres

1. Voir, par exemple, Friedrich Heer, *Der Kampf um die österreichische Identität*, Wien-Köln-Graz, Böhlau, 1981.

à la défaite et surtout à l'effondrement de la monarchie des Habsbourg mobilisent la figure du traître dont il existe plusieurs avatars, au premier rang desquels on trouve les Hongrois et les nationalités. L'historiographie est en partie dominée par les militaires qui tentent de se dédouaner en cherchant des responsables : la classe politique en général, les Hongrois et les activistes nationaux ; chez certains, bien sûr, intervient aussi l'antisémitisme et la thèse du « coup de poignard » (*Dolchstoß*) dans le dos². En Hongrie, après les soubresauts occasionnés par la révolution consécutive à la fin de la guerre qui amène la proclamation de la république (16 novembre 1918), l'invasion du territoire par les armées des États successeurs (Roumains surtout), la seconde révolution de mars 1919 qui porte au pouvoir un gouvernement bolchevique et enfin la contre-révolution menée par les forces conservatrices et l'armée de l'amiral Horthy, une crise identitaire majeure survient. Malgré la solidité du Parti social-démocrate qui repose sur des syndicats très puissants, dont le nombre d'adhérents a fortement progressé durant la guerre, la bourgeoisie hongroise n'est pas disposée à rallier le radicalisme. De même, les autres institutions que sont les Églises et l'armée (malgré la défaite) tiennent fermement leurs positions dans un pays qui appartient encore à l'ancien régime. La Hongrie vit en l'espace de quelques mois un ensemble de bouleversements incomparable : aucun État n'est autant ébranlé. Il n'est pas étonnant que les esprits les plus cartésiens aient été saisis de découragement, mais il est tout aussi légitime que certains se soient dressés pour tenter de remettre de l'ordre. Le chaos règne dans le pays qui est partagé entre les communistes, les armées roumaine et française, et les représentants de la commission de contrôle interalliée (Britanniques, Français et Italiens), et les groupes contre-révolutionnaires qui commencent à se former à partir d'anciens officiers et soldats de l'armée austro-hongroise. La population est à juste titre désespérée. L'identité collective hongroise vit là sa grande crise majeure, car elle ne parvient pas à se projeter dans l'avenir. Ce dernier est incertain à bien des égards. L'État hongrois est désincarné, car le souverain est absent (la Couronne est certes préservée, mais sans titulaire) et le territoire millénaire envahi et contesté. Tous les repères sont brouillés. Il faut reconstruire un cadre politique dans lequel la nation puisse se reconnaître et

2. C'est notamment le cas dans la somme en 7 vol. éditée par le ministère autrichien de l'Armée : *Österreich-Ungarns letzter Krieg, 1914-1918*, Österreichisches Bundesministerium für Heereswesen – Kriegsarchiv (dir.), Wien, Verlag der Militärwiss. Mitteilungen, 1930-1938.

fonctionner. C'est pourquoi la contre-révolution apparaît bientôt à tous (y compris aux Alliés et observateurs extérieurs) comme l'unique alternative, car elle repose sur des bases connues (la monarchie, l'armée, les Églises) qui sont celles de l'ancien régime³. C'est elle qui va imposer son analyse de la défaite et de l'effondrement de l'Empire, qui a entraîné le démantèlement du royaume de Hongrie. Le discours qui s'impose est ambigu et repose sur une condamnation des hommes politiques libéraux issus de la génération qui a négocié le Compromis. Toutefois on exalte l'ancien régime dont on met en avant les fondements chrétiens. Le déclenchement de la guerre est imputé ici aussi à l'incurie des politiques, tout comme son issue, imposée à une armée (et surtout sa marine dans le cas de Horthy) qui n'a pas été vaincue. Ainsi ce n'est pas l'Autriche en tant que telle qui est condamnée, car cela supposerait d'incriminer la dynastie, ce qui n'est pas concevable, mais les « ennemis de l'intérieur » et notamment les juifs, vus comme étrangers à la communauté nationale malgré le mouvement d'assimilation massif à l'œuvre depuis le *Vormärz* et qui a fait d'eux des patriotes hongrois.

Le processus de destruction du dualisme et par conséquent de l'Autriche-Hongrie n'est donc pas à mettre au seul débit de la Hongrie comme on a souvent voulu le faire croire. Dès avant la guerre, la structure du Compromis avait montré ses limites et elle était contestée des deux côtés de la Leitha ainsi que par les activistes nationaux qui percevaient sa nature exclusive. Cela ne veut pas dire que le système n'était pas réformable et un certain nombre de tentatives eurent lieu, au moins en pensée. Il achoppait sur l'inflexibilité des Hongrois à accepter que la Cisleithanie ne soit plus dominée par l'élément allemand, ce qui excluait toute idée de dualisme, mais aussi à envisager une fédéralisation de leur propre territoire, proposition « absurde » comme avait dit Lajos Kossuth en son temps⁴. Se considérant comme un État centralisé, la Hongrie n'admet pas l'idée fédérale pour elle-même. Le manifeste de Charles annonçant une réorganisation fédérale de la partie autrichienne de la Monarchie ne peut se concevoir pour la Hongrie. L'une des principales conséquences du Compromis et de la situation de large autonomie dont jouit la Hongrie fut le détachement progressif des deux entités. Ceci explique en partie l'attrait que l'Allemagne exerce sur les Hongrois par-delà Vienne, vue comme déjà gagnée par la surenchère

3. Catherine Horel, *L'amiral Horthy, régent de Hongrie*, Paris, Perrin, 2014, p. 109.

4. Cité dans Catherine Horel, *Cette Europe qu'on dit centrale. Des Habsbourg à l'intégration européenne 1815-2004*, Paris, Beauchesne, 2009, p. 337.

des nationalités. Si les Hongrois sont finalement si loyaux, de l'élite politique jusqu'au dernier fantassin, c'est parce qu'ils défendent avant tout leur position. Dans l'immédiat, l'Empire leur semble le meilleur garant de leurs intérêts, qu'ils soient sociaux ou territoriaux. C'est seulement l'effondrement de l'automne 1918 qui fait évoluer certains de leurs dirigeants, mais trop tard.

Le cours et par conséquent la fin de la première guerre mondiale ne se sont pas déroulés en Hongrie de la même manière qu'en Autriche. La différence de structure entre les deux parties de l'Empire explique en partie ce décalage. Globalement la Hongrie vit mieux durant la guerre. Elle garde une grande partie de sa production agricole – au grand dam de Vienne où les pénuries deviennent de plus en plus graves – et son territoire n'est pas touché par les combats qui se déroulent sur les fronts russe et italien. L'expérience est donc moins traumatisante pour les Hongrois dans un premier temps, même si, tout comme les autres citoyens de l'Empire, leurs soldats sont présents sur tous les théâtres d'opérations. Contrairement au *Reichsrat*, le parlement hongrois n'est pas suspendu et la vie politique continue à suivre son cours normalement. Les Hongrois accueillent favorablement Charles I/IV⁵, le nouveau souverain qui le leur rend bien en effectuant de fréquents déplacements dans le royaume : il parle bien hongrois, se montre proche des gens et sa jeunesse séduit. Mais son caractère velléitaire et son incapacité à sortir l'Empire de la guerre n'échappent pas aux hommes politiques.

Le tournant de 1917

L'année 1917 représente un tournant à plus d'un titre : il est caractérisé en Autriche par la succession dynastique et la réouverture du parlement ; en Hongrie, la chute du président du Conseil, István Tisza (1861-1918), en est le principal indicateur ; à l'extérieur, en raison des projets de paix séparée et bien entendu par le déclenchement de la révolution russe de février.

5. La numérotation des souverains est différente en Autriche et en Hongrie et se trouve décalée depuis la dissolution du Saint Empire romain germanique et la création consécutive de l'Empire d'Autriche. Depuis 1804, la numérotation des souverains autrichiens est repartie de zéro, ce qui n'a pas été le cas en Hongrie puisque le pays n'a jamais fait partie du Saint Empire.

En vertu des lois régissant le Compromis de 1867, la quote-part financière des deux partenaires devait être renégociée tous les dix ans et donnait toujours lieu à de dures et longues batailles entre les délégations, ainsi qu'à des interpellations au parlement hongrois. La guerre ne change rien à cet état de tension permanente : on commence dès 1915 à préparer la renégociation prévue pour 1917, alors que l'Allemagne fait pression pour réaliser l'union douanière. Ces propositions sont discutées au même moment que le débat sur un projet de *Mitteleuropa* intégrée et le rapprochement entre la Hongrie et l'Allemagne. Les discussions s'interrompent après l'assassinat le 21 octobre 1916 du Premier ministre autrichien, le comte Karl Stürgkh et au décès de François-Joseph un mois plus tard.

La situation est plus difficile que jamais, puisque la Hongrie essaie de limiter sa contribution au budget commun. Elle est par ailleurs accusée de garder une partie de sa production agricole au détriment du front et des civils de Cisleithanie. Le contexte est en outre marqué par la contestation de plus en plus forte envers Tisza : la mort de François-Joseph a fait disparaître l'un de ses principaux soutiens. En Autriche, mais aussi et surtout en Hongrie, Tisza doit faire face à une opposition grandissante menée entre autres par Gyula Andrassy (1860-1929)⁶. On exige du nouveau souverain, Charles I^{er}/IV, qu'il renvoie le puissant président du Conseil hongrois, mais sans proposer à sa place une personnalité indiscutable. Charles consulte plusieurs hommes politiques de l'opposition lors d'une visite à Budapest le 8 mars⁷. Le programme d'Andrassy ne se distingue pas radicalement de celui de Tisza, il s'agit plus d'une question de méthode, moins brutale et moins intransigente en l'occurrence. Il espérait donc que le départ de Tisza ferait se rallier à lui l'essentiel du Parti du Travail (*Nemzeti Munkapárt*). La véritable opposition à Tisza est à gauche : indépendantistes, pacifistes, radicaux, démocrates et socialistes. Il se constitue même un bloc réunissant les parlementaires favorables au suffrage universel. Des partisans de cette réforme se trouvent également à droite, représentés par le Parti catholique (*Katolikus Néppárt*). Sur cette question, Andrassy reste sur sa position consistant à n'élargir le droit de vote qu'aux combattants.

Pendant ce temps les difficultés économiques s'accroissent : dans les discussions sur la quote-part respective, les Autrichiens exigent aussi que la Hongrie contribue au financement de l'occupation des territoires

6. Lothar Höbelt, „*Stehen oder Fallen?*“ *Österreichische Politik im Ersten Weltkrieg*, Wien-Köln-Weimar, Böhlau, 2015, p. 172.

7. Tibor Hajdu et Ferenc Pollmann, *A régi Magyarország utolsó háborúja 1914-1918* (L'ultime guerre de l'ancienne Hongrie), Budapest, Osiris, 2014, p. 243.

conquis ou reconquis par l'armée et que Vienne voit – à raison – comme une attribution des affaires communes de la Monarchie (en l'espèce, guerre et finances). Malgré le caractère exceptionnel de la situation, la Hongrie refuse toute augmentation de sa quote-part. Avant son départ, Tisza a dû accepter en février 1917 la création d'un Office central du ravitaillement (*Ernährungsamt*), dont le but principal est de forcer la Hongrie à livrer davantage de produits agricoles pour l'effort de guerre.

À la faveur de la révolution russe, qui certes contribue à dégager l'Autriche-Hongrie de son engagement sur le front russe et de ses conséquences, les effets de la propagande bolchevique se font immédiatement sentir auprès des prisonniers de guerre ainsi que dans le Parti social-démocrate. Les sociaux-démocrates s'engagent résolument pour le pacifisme, mais insistent sur l'intégrité territoriale. Des grèves et des manifestations se multiplient durant le printemps 1917. Les nouvelles mesures de rationnement qui touchent les ouvriers de l'industrie déclenchent des troubles qui coïncident avec la réouverture du *Reichsrat* en mai ; elles sont calmées pour un temps seulement par le départ de Tisza le 22 mai. Les sociaux-démocrates sont présents à la conférence de Stockholm en septembre 1917, qui réunit principalement des représentants des puissances centrales, où les délégués se prononcent contre toute annexion de territoires. Pour toute l'année 1917, le nombre d'adhésions aux syndicats ouvriers est multiplié par quatre.

Le roi tente de constituer un gouvernement d'union plus souple, mais qui soit en même temps accepté par la classe politique hongroise. Peu au fait des jeux politiques magyars, Charles nomme tout d'abord le jeune comte Móric Esterházy (1881-1960). Il choisit de contourner la forte personnalité d'Andrássy en misant sur un membre moins exposé du Parti du Travail. Mais ce calcul se révèle une erreur, car Tisza continue d'agir en sous-main, bien qu'il ait rejoint son régiment sur le front. Certes le parti se range derrière le gouvernement pour les questions importantes, mais il bloque en revanche toute tentative de réforme. Dans ces conditions, la coalition que Charles avait espérée ne peut se constituer. En outre il est illusoire dans ce cas d'envisager une réforme du droit de vote et l'opposition se tourne donc contre le gouvernement. Devant le blocage de la situation, Charles choisit le 19 août 1917 Sándor Wekerle (1848-1921), un vieux routier de la politique qui maîtrise certes tous les rouages, mais apparaît immédiatement comme un homme de Tisza. Il est en outre très proche de l'Allemagne et favorise les plans de *Mitteleuropa*, avec le soutien de Tisza. C'est un coup de barre à droite et l'aveu qu'une large coalition avec l'opposition est désormais impossible. Sur le plan du ravi-

taillement, ce changement n'apporte pas à la Cisleithanie la livraison de davantage de denrées : le Premier ministre en charge du Ravitaillement, le comte János Hadik (1863-1933), qui est un fidèle d'Andrássy, reprend d'une main ce qu'il a donné de l'autre. Il accepte par exemple de livrer les produits jusque-là réservés au marché libre, mais réduit dans le même temps de moitié les livraisons à l'armée. Ces revirements ne permettent pas aux délégations qui négocient les termes du Compromis d'aboutir à un accord. En novembre 1917, on décide d'ajourner les discussions et le statu quo est prorogé jusqu'en 1919⁸.

L'opposition quant à elle a bien évolué sur la question du suffrage universel, maintenant admis par tous les partis qui la composent. Seule la question du droit de vote des femmes divise encore. C'est la solution du problème des nationalités qui s'impose dès lors comme une priorité : les désertions d'unités slaves sur le front russe sont connues et la plupart des nationalités de l'Empire ont créé des conseils nationaux, dont les membres en exil ont l'oreille des Alliés. Les radicaux, notamment Oszkár Jászi (1875-1957), acceptent désormais de discuter des revendications des nationalités, tout en restant attachés à l'intégrité territoriale du royaume. Ce dogme en effet entre concrètement en conflit dès octobre 1918 avec les exigences des minorités, dont certaines s'appuient en outre sur un État-nation (Roumanie) ou sur un élément potentiellement fédérateur (Pays tchèques, Serbie). Jászi, qui devient secrétaire d'État aux Nationalités dans le gouvernement de Károlyi, réfléchit à la question nationale. Il propose non un pur fédéralisme comme on le dit souvent, mais envisage tout d'abord un maintien du royaume de Hongrie dans son intégrité territoriale, tout en accordant aux nationalités le maximum d'autonomie. Les États-Unis danubiens se constitueraient autour de la base formée par la Hongrie et la Croatie, mais dans une acception foncièrement différente de l'ancienne union personnelle. Le nouveau système doit également permettre la création d'une entité slovaque et serbe à l'intérieur des États membres⁹. En définitive, il s'agit davantage d'une fédéralisation du royaume de Hongrie que d'un projet allant au-delà des anciennes frontières. L'alliance danubienne (*dunai szövetség*) de Jászi n'est pas une confédération, mais un ensemble composé à l'origine de cinq entités (dans sa première version, l'ouvrage prenait en compte le maintien de la Monarchie) : Autriche, Hongrie, Illyrie

8. Lothar Höbelt, *op. cit.*, p. 183.

9. Péter Hanák, *Jászi Oszkár dunai patriotizmusa* (Le patriotisme danubien d'Oszkár Jászi), Budapest, Magvető, 1985, p. 63-65.

(Croatie), Pologne, Pays tchèques¹⁰. Dans cette optique effectivement, la Hongrie préservait son intégrité territoriale héritée du royaume de saint Étienne. Ce n'est que dans la seconde édition que Jászi introduit le fédéralisme en Hongrie proprement dite, alors qu'il ne le jugeait pas nécessaire quelques mois auparavant¹¹. Il a dans l'intervalle pris pleinement conscience du potentiel centrifuge des mouvements nationaux. Concrètement, la Hongrie doit abandonner sa position de force acquise pendant l'ère du dualisme, mais elle est appelée à jouer un rôle pivot dans la nouvelle construction, car elle doit assurer le lien entre les entités fédérales et il est prévu qu'elle conclue des alliances avec les pays voisins (Pologne, Pays tchèques, Croatie-Dalmatie, Serbie, Roumanie)¹².

La position de Károlyi est pour le moment ambiguë, car son parti demeure dans la coalition gouvernementale malgré ses réticences à l'égard de Wekerle. Il adopte une position attentiste qu'il juge préférable à une rupture. Les autres membres du bloc ne s'opposent pas à ce choix, car ils veulent préserver les chances d'arriver à leurs fins sur la question du suffrage. Le gouvernement a toutefois les mains liées à droite par le refus de Tisza, et ne peut ouvrir vers la gauche, car la majorité au parlement ne le suivrait pas¹³.

La crise se dénoue provisoirement en janvier 1918 lorsque les partis de gauche se décident enfin à quitter le gouvernement, ce qui conduit à un remaniement ministériel qui profite aux partis de l'Indépendance (rappelons que l'aile gauche a fait scission sous la conduite de Károlyi) d'Albert Apponyi (1846-1933) et de la Constitution d'Andrássy qui finissent d'ailleurs par s'unir en un Parti de 1848 et de la Constitution (*48-as Alkotmánypárt*)¹⁴. Ils deviennent alors le principal soutien du gouvernement. Mais le troisième cabinet Wekerle qui est formé au printemps ne fait que renforcer l'impression que c'est bien Tisza qui mène le jeu. Il n'y a pas d'alternative à une forme d'union sacrée autour du

10. György Litván et László Szarka, « Félévszázad a Duna-völgyi összefogásért » (Un demi-siècle pour l'union du bassin danubien), dans *Duna-völgyi barátságok és viták: Jászi Oszkár közép-európai dossziéja* (Amitiés et débats danubiens. Le dossier centre-européen d'Oszkár Jászi), Budapest, Gondolat, 1991, p. 10.

11. Oszkár Jászi, *A monarchia jövője. A dualizmus bukása és a dunai egyesült államok* (L'avenir de la monarchie. L'échec du dualisme et les États-Unis du Danube), Budapest, Új Magyarország, 1918. Il peut être utile également de consulter son récit rétrospectif : Oszkár Jászi, *The Dissolution of the Habsburg Monarchy*, Chicago, University of Chicago Press, 1929.

12. Catherine Horel, *Cette Europe qu'on dit centrale*, op. cit., p. 357-358.

13. Lothar Höbelt, op. cit., p. 178.

14. Tibor Hajdu et Ferenc Pollmann, op. cit., p. 312.

gouvernement puisque l'opposition demeure minoritaire au parlement.

Parallèlement les nouvelles des mutineries sur le front se propagent, notamment celle qui s'est déroulée à Cattaro (Kotor) au début du mois de février 1918, lorsque des Tchèques et Croates se solidarisent avec les conseils nationaux créés par les deux nationalités et forment sur le modèle bolchevique un conseil de marins. Ces mouvements répondent à la vague de grèves et de mutineries qui ont lieu à terre dans l'ensemble de la Monarchie depuis le mois de janvier. La mutinerie gagne pratiquement tous les navires de la base. On envoie la 3^e division navale dans les bouches de Kotor pour soumettre les émeutiers et remettre les navires en état de fonctionner. L'amiral Horthy y participe aux commandes du cuirassé *Prinz Eugen*. Les émeutiers sont également sous la menace des batteries terrestres, mais leur mouvement est massif et les autorités répugnent à employer la violence, d'autant que les marins sont armés et disposent d'explosifs embarqués sur les bateaux. La démonstration de force va toutefois suffire et, comme le dit Hugo Sokol, « les émeutiers ne sont pas parvenus à faire du golfe de Cattaro un Kronstadt austro-hongrois¹⁵ ». Les soldats hongrois quant à eux tiennent leurs positions jusqu'au bout, tout comme les autres combattants, contredisant la thèse de la déloyauté supposée envers l'Empire.

Le mécontentement gagne également l'arrière, où de nombreuses grèves sont déclenchées au début de 1918, ainsi que les troupes, dont certaines unités se mutinent ou passent à l'ennemi. La situation militaire se dégrade, les dernières offensives austro-allemandes font long feu, et le climat sociopolitique est délétère. Pratiquement toutes les nationalités de l'Empire ont créé des conseils nationaux dont les représentants sont dans la plupart des cas des hommes politiques en exil dans les capitales de l'Entente. Ils font le siège des gouvernements pour faire entendre leurs revendications et leurs exigences territoriales, qui sont de moins en moins compatibles avec la survie de l'Empire. La Hongrie est ainsi menacée à terme par les Roumains, qui demandent le rattachement de la Transylvanie au royaume de Roumanie, les Slovaques, qui veulent s'unir avec les Tchèques, les Croates et les Serbes qui envisagent la création de la Yougoslavie.

Alors que la guerre semble s'acheminer vers son issue, la Hongrie connaît tout au long du printemps, puis de l'été 1918 une grave crise

15. Hugo Sokol, *Österreich-Ungarns Seekrieg 1914-1918*, Graz, Akademische Druck- und Verlagsanstalt, 1967, vol. 2, p. 692.

économique, politique et sociale. Le mécontentement des ouvriers et des paysans s'aggrave, la pénurie alimentaire due à la guerre fait naître un climat de tension dans les villes, et enfin le gouvernement semble impuissant à contrôler la situation. Le mécontentement gagne Budapest le 13 janvier où des manifestants demandent la constitution d'un conseil des ouvriers sur le modèle bolchevique et la grève générale est décrétée pour le 18 janvier. Le gouvernement hongrois réussit à faire ajourner le mouvement par des promesses apaisantes. Mais le retour des pénuries alimentaires et surtout le manque de matières premières qui entraînent une flambée des prix ravivent le climat de tension. Les autorités font interdire le cercle Galilée accusé de propager des idées subversives¹⁶. Séduits par l'expérience russe, des étudiants membres de ce mouvement avaient fait circuler des brochures pacifistes dans l'armée ; certains adhéreront au Parti communiste. Malgré les interdictions répétées et la mobilisation de plus en plus importante de la troupe contre les opposants, une vague de grèves éclate au lendemain du défilé du 1^{er} mai pour réclamer la démission du gouvernement et la fin de la guerre. L'étincelle vient de Vienne, où une grève générale est décrétée le 18 juin. Deux jours plus tard, toutes les usines de Budapest débraient également ; les soldats tirent devant les ateliers des chemins de fer, tuant quatre ouvriers et en blessant plus de vingt. Le dirigeant social-démocrate Jenő Landler (1875-1928) exhorte les manifestants rassemblés devant le parlement à continuer leur action. Un conseil ouvrier est formé, composé de représentants des unions syndicales et de dirigeants sociaux-démocrates.

Les hommes politiques autrichiens et hongrois imaginent des plans de paix sans jamais envisager la dissolution de la Monarchie, et l'on pense plutôt à une réorganisation fédérale de l'ensemble danubien. C'est précisément cette option que choisit Charles dans son Manifeste. Il se résout par là à reconnaître que la guerre est perdue, ce que l'ancien président du conseil hongrois, le comte Tisza, rend public au parlement le 17 octobre 1918 dans son avant-dernier discours devant cette assemblée¹⁷. Mais l'essentiel de son intervention porte sur la préservation du royaume de Hongrie par-delà l'effondrement militaire. Sur ce point, Tisza reste dans la ligne des termes du Compromis et ne remet pas en

16. Ce mouvement avait été fondé en 1908 par un groupe d'intellectuels proches de la social-démocratie. Durant la guerre, son action est résolument pacifiste. Voir « A Galilei kör », dans Péter Hanák et Ferenc Mucsi (dir.), *Magyarország története* (Histoire de la Hongrie), Budapest, Akadémiai kiadó, 1988, t. VII, vol. 2, p. 743-746.

17. La question se pose de savoir si Tisza était encore en mesure d'intervenir : dans le drame

cause l'association avec l'Autriche. Mais sa position est alors minoritaire et il ne joue plus un rôle politique majeur. Dans les jours qui suivent, la panique se saisit de la classe politique hongroise et le gouvernement de Sándor Wekerle démissionne le 23 octobre 1918.

L'enchaînement révolutionnaire : octobre 1918-janvier 1919

Au milieu de la débâcle de l'Autriche-Hongrie, un homme fait figure de recours : le comte Mihály Károlyi (1875-1955). Il a commencé sa carrière politique dans le Parti libéral, puis, après les élections de 1905, il est devenu un des dirigeants du Parti de l'Indépendance, avant de rompre onze ans plus tard avec son chef, le comte Albert Apponyi. Il fonde son propre groupe, le Parti de l'Indépendance et de 48, que l'on appelait plus simplement le Parti Károlyi (*Károlyi Párt*). Suivant les idées de l'aile gauche du Parti de l'Indépendance, Károlyi veut accroître l'indépendance de la Hongrie et souhaite une union personnelle du pays avec la Monarchie autrichienne ; il revendique une zone douanière, une armée et une banque nationales autonomes. Il réclame en outre l'instauration du suffrage universel, davantage de libertés individuelles et des mesures sociales.

Le 25 octobre, deux jours après la démission du gouvernement Wekerle, il fonde le Conseil national, sur le modèle de ceux formés par les nationalités de l'Empire, dans lequel on retrouve son propre parti, le Parti radical, le Parti social-démocrate et des membres du cercle Galilée. Dès lors, comme dans les autres territoires de l'Empire, la chronologie s'accélère et l'évolution de la situation se compte désormais en heures. Le Conseil s'installe officiellement à l'hôtel *Astoria*, à l'angle de la rue Kossuth et du petit boulevard de ceinture. Au même moment, des étudiants renouent avec la tradition révolutionnaire en se rassemblant dans les jardins du Musée national et de là se rendent au château dans l'espoir d'être reçus par les autorités, mais la police les repousse sans ménagement. Pendant ce temps, des étudiants de droite, partisans d'Andrássy, se massent devant le palais du comte, sur le *corso*. Leur participation aux événements politiques s'arrêtera là. Un programme en douze points est élaboré, réclamant

de Franz Theodor Csokor, 3. November 1918, l'officier hongrois, *Rittmeister* Orvanyi, s'exclame que Tisza va sauver la situation, alors que le cours des événements subit une accélération qui dépasse la plupart des protagonistes.

l'indépendance de la Hongrie dans le cadre d'une union personnelle avec l'Autriche, une paix séparée, l'instauration du suffrage universel et une réforme agraire. Le programme reconnaît également les droits des nationalités. Ce dernier élément ne peut que rappeler la loi sur les nationalités votée *in articulo mortis* par le parlement hongrois le 31 juillet 1849 : elle ne devait pas être appliquée, au même titre que le projet élaboré par Jászi, qui arrive bien trop tard pour prétendre réconcilier les Magyars avec les autres nationalités, dont les chefs ont déjà pris le chemin de l'indépendance ou du rattachement aux futurs États successeurs.

Le 27 octobre, le roi s'entretient à nouveau avec Károlyi et ses ministres potentiels dans sa résidence de Gödöllő à quelques kilomètres à l'est de Budapest, mais il nomme Premier ministre l'insignifiant comte János Hadik, alors ministre du Ravitaillement. Dès le lendemain, sa décision provoque une vague de protestation à Budapest : des manifestants, exigeant l'investiture du Conseil national, se massent devant le siège du Parti de Károlyi, en plein centre de Pest sur la place Gizella (rebaptisée place Károlyi de 1918 à 1920, puis Vörösmarty depuis le milieu des années 1920), avant de prendre le chemin du palais royal de Buda, où se trouve l'archiduc Joseph, que l'empereur a chargé de négocier la formation du futur gouvernement hongrois. La foule tente de franchir le pont des Chaînes, à l'entrée duquel un barrage composé de policiers et de soldats a été posté par le général Lukachich, héros du front d'Italie, nommé la veille par Charles commandant de la place. Les soldats laissent passer la foule, mais les policiers ouvrent le feu, faisant 3 morts et environ 70 blessés¹⁸. Le lendemain, un arrêt de travail d'une demi-heure est décrété en hommage aux victimes. Les ouvriers s'arment, forment des conseils et encouragent les soldats à désertre. Mais l'archiduc Joseph confirme Hadik dans ses fonctions. Refusant toujours d'appeler à la révolution, le Conseil national doit néanmoins reconnaître qu'il n'accédera pas au pouvoir dans le cadre des institutions.

Le 30 octobre, les ouvriers prennent possession des usines tandis que des conseils de soldats s'emparent des bâtiments militaires. Dans cette atmosphère révolutionnaire, on n'oublie pas les symboles et les soldats ornent leurs boutonnières d'asters (*őszirózsa*), cherchant un emblème pour remplacer l'aigle de la Monarchie sur leurs uniformes.

Tout Budapest descend dans la rue et une foule énorme se masse devant l'hôtel *Astoria*. Dans la nuit, les conseils de soldats occupent la poste prin-

18. Ignác Romsics, *Magyarország története a XX. században* (Histoire de la Hongrie au XX^e siècle), Budapest, Osiris, 1999, p. 110.

cupale, le central téléphonique, les bureaux de la police, les gares ; quelque 30 000 soldats armés, qui refusent d'obéir à l'archiduc Joseph, arpentent la ville. Le Parti social-démocrate appelle les ouvriers à cesser le travail et à manifester pour défendre le Conseil national. Aux premières heures du 31 octobre 1918, l'archiduc Joseph fait venir Károlyi au palais et lui annonce que le roi et empereur l'a nommé Premier ministre. Károlyi s'engage alors à maintenir le calme à condition que le général Lukachich cantonne ses troupes.

Pour la première fois depuis la révolution de 1848, un gouvernement hongrois complètement indépendant est formé. Sa composition fait apparaître deux membres du Parti de l'Indépendance, deux sociaux-démocrates (Ernő Garami et Zsigmond Kunfi), Oszkár Jászi pour le Parti radical, et trois ministres indépendants ; le portefeuille des Affaires étrangères va à Károlyi. Tous prêtent serment devant l'archiduc Joseph. Le premier conseil qui se tient au palais royal décide de rétablir les libertés publiques et d'amnistier les soldats mutinés.

Károlyi tente de mettre en place une démocratie moderne et espère, grâce à ses bonnes relations avec les Alliés, un règlement favorable à la Hongrie. Mais la gauche pratique une surenchère permanente et la situation est de plus en plus intenable. Le 1^{er} novembre un grand rassemblement se tient à Budapest pour exiger la proclamation de la république. Les conseils ouvriers font pression sur les ministres sociaux-démocrates et le gouvernement s'inquiète des activités plus ou moins anarchiques des conseils de soldats¹⁹. Le ministre de la Défense, le colonel d'artillerie Béla Linder (1876-1962), pense qu'il suffit de dissoudre l'armée pour en finir avec ces éléments instables et nomme un commissaire du gouvernement chargé de les contrôler. Károlyi demande alors au roi d'être délivré de son serment et met sa démission dans la balance. Charles accepte et Linder peut donc déclarer solennellement la fin de la guerre pour la Hongrie. La capitulation permet le retour dans le pays des soldats hongrois, mais sans leurs armes. Quelques jours plus tard, la police de Budapest

19. Ainsi, le 31 octobre 1918, une dizaine de soldats font irruption dans la villa *Roheim*, avenue Hermina, résidence de l'ancien président du Conseil, où le comte Tisza se trouve avec son épouse et sa nièce, la comtesse Denise Almássy. Trois soldats ouvrent le feu, Tisza, qui voulait se jeter sur l'un des agresseurs, est touché et meurt quelques minutes plus tard, son épouse tombe sans connaissance et la comtesse Almássy, qui tentait de désarmer l'un des assaillants, est blessée au visage. L'enquête établit que l'attentat a été organisé par le journaliste Pál Kéri (1882-1961). Condamné à mort, il réussit à s'enfuir en Russie en 1922, puis il revient à Vienne avant d'émigrer aux États-Unis. Les autres accusés sont condamnés à des peines de prison.

arrête tous les trains militaires à une distance respectable de la capitale et confisque les armes ; seuls les soldats originaires de Budapest sont autorisés à entrer dans la ville, les autres sont renvoyés directement dans leurs foyers. Le retour des soldats et le contrôle lâche qui est fait de leurs armes et uniformes contribuent à la confusion des mois qui vont suivre et ont des conséquences évidentes sur les violences perpétrées ensuite par les Rouges comme par les Blancs.

Le 11 novembre 1918, Charles de Habsbourg abdique. Durant ces derniers jours de règne, il reçoit encore à Schönbrunn ses fidèles et les commandants de l'armée *k.u.k.* Ainsi l'amiral Horthy le 8 novembre. L'ambiance est crépusculaire, le souverain semble seul et abandonné de tous dans un château vidé de ses occupants. Il ne raconte pas lui-même cette entrevue, mais il en a parlé à ses proches. Il dit à sa femme que c'est le jour le plus tragique de sa vie, qui vient sans aucun doute faire un tout avec celui vécu une semaine avant à Pola lors de la remise du *Viribus unitis* au Conseil yougoslave et la consécutive destruction du navire amiral²⁰. Horthy rencontre dans le train Aladár Boroviczény²¹ qui se rend comme lui de Baden à Vienne, ils parlent des événements des derniers jours et Horthy informe son interlocuteur qu'il se rend à Schönbrunn pour se démettre de sa charge. Il prononce ces paroles avec difficulté. Ils se mettent d'accord pour faire le chemin inverse le soir même. Boroviczény, qui n'est pas né de la veille, dit avoir rarement vu quelqu'un paraissant aussi ébranlé que Horthy lorsqu'il le retrouve à la gare. L'amiral lui raconte que Charles avait les larmes aux yeux : « [...] tout ce qu'il avait considéré depuis sa jeunesse et durant toute sa carrière comme son idéal le plus élevé se trouvait désormais abattu et trahi. » Horthy dit ensuite avoir assuré le monarque de son inébranlable fidélité et ce dernier confirmera plus tard à Boroviczény avoir été à ce moment très impressionné par ses déclarations.

La première République autrichienne est proclamée le 12 novembre 1918 et le lendemain, Charles se démet de ses prérogatives royales en Hongrie, mais n'abdique pas le trône, détail important dont il va user lors des tentatives de restauration. La République de Hongrie est proclamée le 16 novembre : le Parlement est dissous et les membres du Conseil natio-

20. Voir dans ce volume la contribution de Daniel Baric sur cet épisode et sa mémoire transnationale.

21. Boroviczény est un diplomate de carrière qui travaille alors à la section du Proche-Orient du ministère des Affaires étrangères. Voir Aladár von Boroviczény, *Der König und sein Reichsverweser*, München, Verlag für Kulturpolitik, 1924, p. 12-13.

nal, élargi aux représentants des partis politiques, des syndicats et aux conseils nationaux élus dans les comitats, prennent possession des sièges des anciens parlementaires. La nouvelle assemblée approuve le décret instituant la république et reconnaît le gouvernement dirigé par le comte Mihály Károlyi, qui sera élu président de la République le 11 janvier 1919.

Aussitôt, une foule d'environ 200 000 personnes se masse sur la place Kossuth, derrière le parlement : il y a là des étudiants, des groupes de citoyens, des ouvriers des faubourgs d'Óbuda, d'Újpest et de Kőbánya, de l'île de Csepel ; certains portent des drapeaux rouges, des pancartes et arborent des cocardes tricolores. Ils chantent l'hymne hongrois, mais aussi la *Marseillaise*.

Le gouvernement met en place un ministère des Affaires sociales, augmente les salaires et finance un fonds d'aide pour les chômeurs, mais il demeure impuissant à combler les pénuries alimentaires et le manque de charbon, tandis que la grippe espagnole ravage Budapest et que les réfugiés des territoires occupés affluent ; ils sont parqués dans des wagons de chemin de fer, où certains resteront plusieurs années. La réforme agraire est lancée en février 1919 par Károlyi lui-même qui partage ses propres terres, mais les radicaux la jugent insuffisante, car elle ne concerne que les grands domaines et ne prévoit pas la collectivisation. Les actions de masse se multiplient et bien que les sociaux-démocrates restent loyaux envers le gouvernement, ils sont vite dépassés par les succès des communistes inspirés par les méthodes léninistes. Le nouveau gouvernement a vu le nombre de ses ministres sociaux-démocrates doubler et malgré la personnalité du président du Conseil, le juriste Dénes Berinkey (1871-1944)²², la radicalisation de sa politique témoigne de la course désespérée qu'il livre face à la surenchère communiste tandis que le mécontentement gronde de toutes parts. À droite, l'opposition s'organise également en groupes prêts à constituer une force contre-révolutionnaire. Formellement et pour satisfaire les Alliés, le gouvernement s'oppose à l'agitation des communistes, mais il en est en réalité devenu l'otage. Le 20 février 1919, une manifestation de chômeurs orchestrée par les communistes se solde par l'arrestation de 32 membres du Parti, dont Béla Kun²³.

Dans le même temps, les pourparlers menés à Belgrade entre les Hongrois et les Alliés échouent. Ceux-ci sont compliqués par l'instabilité de la situation sur le terrain et par la multiplicité des règlements frontaliers.

22. Il était ministre de la Justice dans le gouvernement Károlyi. Voir Ignác Romsics, *op. cit.*, p. 115.

23. *Ibid.*, p. 120.

L'Armée rouge bolchevique se bat en Slovaquie au nord, la situation de l'Ukraine subcarpatique au nord-est est indécise puisque s'affrontent à la fois les partisans d'une Ukraine indépendante²⁴, les Blancs et les Rouges. Les Roumains entrent sur le territoire hongrois pour asseoir leurs prétentions sur la Transylvanie et le roi Carol I^{er} propose même une union personnelle entre les deux royaumes²⁵. Au sud, les Yougoslaves et les Français occupent la Bácska jusqu'à Pécs et Szeged. Seule la frontière avec l'Autriche est encore calme, en attendant la décision de la Conférence de la paix sur le territoire du futur Burgenland qui doit être détaché de la Hongrie. La convention d'armistice est signée le 13 novembre à Belgrade entre Béla Linder pour les Hongrois et le général Franchet d'Esperey, mais la ligne de démarcation est violée et les Français laissent les Roumains pénétrer en Hongrie. Ces mauvais résultats entament la position de Károlyi. Les Tchèques et les Slovaques en profitent pour faire monter la pression, la position de la Hongrie devient intenable et Károlyi est lâché par les Alliés qui font de la Hongrie un pays vaincu. Le mémorandum du chef de la représentation alliée en Hongrie, le lieutenant-colonel Ferdinand Vix, en date du 3 décembre 1918, désavoue Franchet d'Esperey et cède aux revendications des Roumains et des Slovaques, sans tenir compte de la bonne volonté de Károlyi. Le dépècement du royaume de Hongrie commence : la naissance du royaume des Serbes, Croates et Slovènes (SHS) le 1^{er} décembre 1918 met fin à l'union personnelle entre la Hongrie et la Croatie et annonce le détachement d'une partie du Banat, de la Bácska et de la Voïvodine. La constitution à la même date de la grande Roumanie par l'annexion de la Transylvanie galvanise les troupes roumaines, qui accentuent leur pénétration en Hongrie. Une zone frontière provisoire est fixée entre la Roumanie et la Hongrie, que les Alliés veulent voir démilitarisée. Or Károlyi refuse de se plier à cette mise en demeure qui est signifiée au gouvernement par une note du 20 mars. Comprenant que les armées roumaine, tchécoslovaque et yougoslave vont être autorisées à avancer dans le pays jusqu'aux lignes de démarcation fixées par la convention d'armistice – ce qui signifie un nouveau recul des frontières de la Hongrie – il démissionne le 21 mars 1919 et annonce la formation d'un gouvernement social-démocrate.

24. Voir dans ce volume l'article d'Iryna Dmytrychin.

25. Après la guerre et grâce aux Alliés, la Roumanie obtient la Transylvanie, le Banat, la Bucovine, la Bessarabie et la Dobroudja : dans chacune de ces provinces vivent d'importantes minorités nationales, ce qui fait de la Roumanie d'après-guerre un État fortement multinational qui ne respecte que très peu les principes du droit des minorités.

Or ces derniers ne veulent pas assumer seuls le pouvoir dans un tel contexte. C'est alors que se déroule le quiproquo fatal qui amène les bolcheviques au pouvoir. Sans en référer à Károlyi, qui pensait sans doute rester président de la République, les sociaux-démocrates se rendent à la prison où sont internés Kun et ses partisans et mènent à bien la fusion de leur parti avec les communistes. Seuls trois anciens ministres s'opposent à cette manœuvre²⁶. Le 23 mars, sur les marches du parlement, Béla Kun, commissaire aux Affaires étrangères, et Dezső Bokányi, commissaire au Travail, proclament devant une foule énorme la naissance de la « République hongroise des Conseils » et annoncent la composition du gouvernement, formé de trente-quatre commissaires du peuple²⁷. Il est donc impropre de parler de révolution ou de putsch, il s'agit plutôt d'un concours de circonstances tragi-comique. Le pouvoir n'est pas conquis de haute lutte par les communistes, mais offert sur un plateau. Károlyi crie à la trahison, mais reconnaît toutefois le nouveau régime, tout comme il se mettra au service des communistes en 1945. La plupart de ses proches collaborateurs se rangent d'ailleurs immédiatement derrière les bolcheviques²⁸.

L'évaluation des bouleversements intervenus en Hongrie en 1918-1919 (et jusqu'en 1920) ne fait pas l'objet d'un intérêt majeur de la part de l'historiographie hongroise qui, quand elle traite de l'entre-deux-guerres, préfère se concentrer sur le traumatisme du traité de Trianon et sur le régime Horthy²⁹. Les « deux » révolutions de 1918-1919 sont rarement différenciées par les historiens, qui jusqu'à une période récente appartenaient soit à l'opposition de droite – durant l'entre-deux-guerres – soit à l'école marxiste après 1945. Contrairement aux révolutions de

26. Ignác Romsics, *op. cit.*, p. 121.

27. Catherine Horel, « La République des Conseils en Hongrie », dans Stéphane Courtois (dir.), 1917. *La révolution bolchevique*, Paris, Vendémiaire, 2017, p. 259-279.

28. Tibor Hajdu, « Budapest 1919 – Fortsetzung oder Verrat an der Revolution von 1918 in Ungarn », dans Karlheinz Mack (dir.), *Revolutionen in Ostmitteleuropa 1789-1989. Schwerpunkt Ungarn*, München, Oldenbourg, 1995, p. 105.

29. Quelques titres récents : Balázs Ablonczy, *Trianon-Legendák* (Légendes de Trianon), Budapest, Jaffa Kiadó, 2010 ; Krisztián Ungváry, *A Horthy-rendszer mérlege. Diszkrimináció, szociálpolitika és antiszemitizmus Magyarországon* (Le bilan du régime Horthy. Discrimination, politique sociale et antisémitisme en Hongrie), Pécs, Jelenkor Kiadó, 2012 ; Turbucz Dávid, *A Horthy-kultusz 1919-1944* (Le culte de Horthy), Budapest, MTA Bölcsészettudományi Kutatóközpont-Történettudományi Intézet, 2016. En français : Catherine Horel, *L'amiral Horthy*, *op. cit.* ; « Le traité de Trianon, 4 juin 1920, ou le deuil de la nation hongroise », dans Corine Defrance, Catherine Horel et François-Xavier Nérard (dir.), *Vaincus ! Histoires de défaites. Europe XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Nouveau Monde, 2016, p. 207-228.

1848 et 1956 qui sont signifiantes dans la conscience nationale, car elles ont produit leurs martyrs et une intense politique de la mémoire, l'épisode de 1918-1919 souffre d'un brouillage mémoriel. Pour les uns, il y a une continuité entre la proclamation de la république le 16 novembre 1918 et la prise du pouvoir par les communistes le 21 mars 1919. C'est la vision des historiens conservateurs qui s'impose après 1920. Le régime Horthy interprète le bolchevisme comme un double complot instigué par l'étranger (la Russie et ses alliés), et les traîtres de l'intérieur, les juifs. Le gouvernement de Mihály Károlyi, à commencer par son chef, est vu comme une entreprise cryptocommuniste menant logiquement à l'instauration de la République des Conseils. Cette analyse, couplée à celle qui sera faite de la soviétisation de la Hongrie après 1945, accrédite la thèse qui fait du communisme un régime foncièrement « étranger » à la Hongrie et dont les tentatives de greffe ne prennent pas sur le corps national.

Les éléments du mythe sont en outre présents dès le début pour rendre l'interprétation des événements particulièrement complexe. On y trouve inmanquablement la figure du traître, Károlyi, accompagné d'une cohorte d'ennemis « de l'intérieur » constituée de radicaux « sans patrie ». Cette thèse est formulée à quelques nuances près par deux personnalités importantes de l'entre-deux-guerres, l'historien du régime Horthy, Gyula Szekfű (1883-1955) et l'ancien ministre légitimiste Gusztáv Gratz (1875-1946)³⁰. Chez les communistes en revanche, on impose une séparation tout aussi artificielle entre la démocratie bourgeoise issue de la révolution d'octobre 1918 et la « vraie » révolution bolchevique de mars 1919. Dans cet esprit, les réformes menées par le gouvernement Károlyi sont sous-évaluées et les personnalités de gauche qui les ont portées considérées soit avec dédain, soit comme des gens qui étaient en fait déjà convertis au communisme, ce qui revient donc à corroborer l'analyse des conservateurs. Tout le problème réside ici dans l'interprétation qui est faite des radicaux et des sociaux-démocrates.

On peut aussi s'interroger sur la nature même de ce moment révolutionnaire. La prise du pouvoir par les communistes en mars 1919 doit-elle être qualifiée de révolution, de putsch, ou bien s'agit-il d'une transition ? Si l'on considère que le gouvernement Károlyi transmet pacifiquement le pouvoir aux communistes, il serait abusif de parler d'une « deuxième » révolution. Or le régime qui se met en place instaure une

30. Tibor Hajdu, « Budapest 1919... », art. cité, p. 101.

rupture nette et s'engage dans la dictature du prolétariat, provoquant immédiatement le rejet chez certains sociaux-démocrates, radicaux et autres soutiens de l'expérience précédente, qui à leur tour parlent de trahison. Les perceptions sont brouillées par le chaos qui règne dans le pays et le poids du contexte extérieur : les combats qui se déroulent sur le sol hongrois et ceux qui s'engagent aux marges de la Russie ; le début de la Conférence de la paix ; le rôle des Alliés et des États successeurs. Ces facteurs expliquent en partie l'éclatement de la révolution en Hongrie qui semble, pour un temps, basculer dans le bolchevisme.

Mihály Bíró, *Bandits, vous l'avez cherché !*, affiche en faveur de la République des Conseils, 1919.

© De Agostini Picture Library/Scala, Florence.